

ENESAD, Ministère de l'agriculture et de la pêche	
Formations d'acteurs	Formation continue

"Formation-Action d'éducation pour la santé"

"Prévention des conduites addictives par intervention sur le mal-être des adolescents"

Lieu : ENESAD, Dijon, Date: Novembre 2000

Organisateur : ENESAD

Historique de la formation

La première opération menée au niveau du Ministère de l'Agriculture a été lancée en 1998 à l'ENFA (Ecole nationale de formation agronomique) et organisée du 26 au 30 avril 1999 avec la participation d'environ 100 jeunes et 50 adultes. Ce séminaire intitulé "Conduites d'excès, conduite d'essai?" portait sur la prévention des conduites à risques.

L'ENESAD (Etablissement National d'Enseignement Supérieur Agronomique de Dijon) y avait participé par l'intermédiaire d'un des ses professeurs. L'ENESAD développe des missions de formation initiale et continue, de recherche et d'ingénierie dans 2 grands domaines de compétences:

- les sciences et techniques agronomiques et agroalimentaires, l'économie et la sociologie rurales,
- les sciences et techniques de l'éducation, de la formation et de la communication

Un an après l'opération menée par l'ENFA, l'ENESAD a pris contact avec une coordinatrice de la DGER (Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche) pour faire intervenir le professeur Parquet devant les nouveaux conseillers principaux d'éducation (CPE) formés. Un professeur (organisateur) de l'ENESAD, , a contacté M. Parquet, après avoir lu son rapport, pour lui proposer d'intervenir dans le cadre de la formation continue des CPE. Cette opération a eu lieu en 2000 et le personnel de l'Education Nationale était invité. Selon l'organisateur, il s'est agi d'une "journée extrêmement fondatrice", cependant il aurait aimé "faire entendre ce discours aux chefs d'établissements car il dépasse le rôle éducatif des CPE".

A l'issue de cette journée, la coordinatrice a demandé aux participants de faire une proposition pour se revoir afin de réaliser un séminaire sur le mal-être en général (jeunes et équipes d'encadrement).

C'est à partir de cette demande que l'organisateur, la coordinatrice et un maître de conférence en Sciences de l'éducation se sont réunis lors de séances de travail pour mettre en place une formation sur le thème du mal-être. "On a monté un stage destiné à des trinômes", composé d'un CPE, d'un professeur et d'une infirmière. L'idée était de faire travailler des personnes "qui ne sont pas toujours habituées à travailler ensemble". Une condition était que les établissements participant à cette opération aient intégré dans leur projet des actions de prévention des conduites addictives.

L'ENESAD a fait un appel d'offre aux établissements (220) où il leur était demandé de s'exprimer sur les raisons de la mise en place des projets, sur leurs objectifs à un niveau général et sur la lutte contre la drogue et la prévention des dépendances. Finalement 30 établissements ont envoyé une réponse et 9 ont été sélectionnés. "Ce n'était pas une formation catalogue, on prend tel établissement car son projet est consistant".

La formation a eu lieu en novembre 2000 et les 9 équipes y ont participé, soit 27 participants. L'objectif était, dans un premier temps, d'apporter "un apport théorique et méthodologique" et dans un deuxième temps de mettre en place des projets dans leur établissements. Il s'agissait donc de permettre aux stagiaires de se construire collectivement un système de références (démarches et outils) à partir d'un ensemble de savoirs fondés scientifiquement et de savoirs issus de la pratique professionnelle afin d'étayer la mise en place de projet visant la prévention des conduites addictives chez l'adolescent.

Le stage qui a duré 4 jours était organisé en trois temps:

- apports de connaissances et réflexions théoriques sur le mal être des adolescents et de son influence sur les comportements de consommation de substance psychoactives;
- apprentissage de pratiques cognitives et corporelles de régulation des tensions (gestion émotionnelle, relaxation, concentration, énergie...)
- élaboration de projets d'éducation pour la santé adaptés aux ressources des lycées (outils de repérage des signes d'alerte, projets artistiques, atelier de pratiques corporelles...)

Chaque équipe est répartie avec un budget d'environ 1524 euros (10 000FF, crédit MILDT) qui pouvait être complété par l'établissement. Les projets sont "financés par la MILDT mais le but est de les faire financer par nos fonds propres". "Les actions devaient être reliées au projet d'établissement" ce qui est une innovation car de cette manière "il est nécessaire d'associer des personnes qui ne sont pas habituées à travailler ensemble".

"On s'est retrouvé en fin d'année (scolaire, mai 2001) et à peu près tout le monde avait monté des projets (atelier d'écriture, café philosophique, atelier relaxation, théâtre, groupe adulte-relais, points écoute, ...)". L'idée était d'ouvrir des pistes financées ensuite par le ministère.

"Un recueil des actions sera donné à tout le monde pour qu'il y ait des suites" (mars 2002).

Contribution du Plan Triennal aux résultats

Financements de la MILDT pour les projets.

Pour cette formation, l'influence de la MILDT n'a pas été déclencheur. Par contre il a soutenu une innovation.

Résultats de la formation

Le point de vue des organisateurs

"On est prêt à démultiplier l'action, dès lors que la MILDT valide notre action".

Un animateur de la formation avec une psychologue, a cherché à traiter "la dimension de la santé et la dimension de la loi qui sont parfois en contradiction" chose qui n'est pas évidente mais essentielle.

Il s'est attaché à montrer que l'évolution des pratiques festives de consommation vers des pratiques abusives s'explique souvent par des fragilités psychiques ou identitaires (mal-être). En conséquence, une réflexion forte du stage a porté sur les actions susceptibles de réduire ces fragilités (résilience) permettant de prévenir ces "bascules".

"Moi, ce que j'aime bien dans cette formation, c'est la notion de projet et le fait de travailler en trinôme". Les autres points positifs soulevés par cet animateur sont "l'approche globale de la formation" et le fait que la formation a aussi porté sur le respect de la loi notamment avec les CPE. Il existe dans les établissements des contrats comportementaux et des conseils éducatifs.

Le dernier point soulevé est le fait que les projets mis en place doivent avoir un suivi régulier tout au long de l'année pour avoir un impact.

Quant à la démultiplication de la formation, le recueil des projets menés permet de partager les expériences de chacun.

Une personne interrogée nous a fait remarquer que le fait que l'enseignement agricole ne représente que l'équivalent d'une petite académie de l'Education Nationale permet de tester des opérations qui ensuite peuvent être mises en place au niveau nationale pour l'Education Nationale.

Le point de vue des participants

Selon une participante qui est professeur d'éducation socioculturelle, la formation action lui a permis "d'avoir des financements et d'accrocher des wagons (infirmière et CPE)". En effet, depuis le début de

l'année scolaire 2000/2001, cette participante avait mis en place un projet de lutte contre les conduites à risques réunissant théâtre et musique et, grâce à cette formation, elle a pu plus facilement, impliquer d'autres acteurs de son établissement.

"Ce qui a été extraordinaire, c'est que j'ai pu rencontrer des gens qui s'interrogent sur les mêmes problématiques mais avec des entrées différentes (éducation, sanitaire et enseignement)".

"Il existe une cellule, un groupe de réflexion sur les questions de santé qui s'est constituée après la formation et qui suit les projets".

Selon cette participante, le fait que les équipes de direction ont suivi un stage, a facilité la mise en place de projet car l'ensemble du personnel des établissements est ainsi sensibilisé.

Lors de notre enquête réalisée auprès de 13 participants, 9 personnes nous ont expliqué que la formation leur a ouvert de nouvelles perspectives. 8 personnes ont noté comme point fort de la formation les échanges avec certains participants alors que les points faibles avancés sont pour 6 personnes certaines connaissances qui leur ont été présentées et pour 7 le fait que la formation présente peu de solutions à certains de leurs problèmes. 10 participants disent avoir changé ou avoir l'intention de changer leur façon de travailler assez peu ou pas du tout alors que 10 personnes disent avoir renforcé leur réseau professionnel assez fortement voir très fortement.

Le contexte

Les formations qui dépendent directement du Ministère de l'Agriculture et de la pêche mais qui ne sont pas en lien avec l'Education Nationale, représentent en poids l'équivalent d'une académie du Ministère de l'Education Nationale. Chaque année environ 180 000 élèves sont inscrits du collège au BTS.

La structure des établissements diffère de celle des établissements de l'Education Nationale car la majorité accueille à la fois des collégiens, des lycéens, des étudiants (BTS) et des apprentis. Chaque année environ 180 000 élèves sont inscrits du collège au BTS.

Il s'agit d'un tissu rural, même si c'est de moins en moins le cas. Les problèmes de toxicomanie sont relativement récent dans ce milieu c'est pourquoi, bien souvent, le personnel n'est pas préparé. Les enseignants sont surpris de découvrir que des élèves puissent consommer certaines drogues lors des "Free Party" organisées le plus souvent en campagne.

Il n'existe pas réellement de chargé de mission MILDT pour le Ministère de l'Agriculture. C'est en fait le chargé de mission prévention Jeunesse et Sports, qui s'en occupe en relation avec la coordonnatrice.

Existence d'autres formations

Tous les professeurs en stage à l'ENFA ont reçu une sensibilisation à la prévention des conduites à risque des adolescents sous forme de conférences et d'ateliers lors de leur année de formation et des sessions d'approfondissement allant de deux à quatre jours (promotions 2000/2001 et 2001/2002).

L'objectif du Ministère de l'Agriculture et de la pêche est de prévenir les conduites à risque des adolescents et des jeunes adultes. Le choix a été fait de responsabiliser les jeunes en favorisant leur propre production ce qui a abouti à la création d'un certain nombre d'outils.

57 ateliers d'écriture ont été organisés dans 57 lycées agricoles, ce qui a permis l'élaboration d'un recueil de textes sélectionnés par un jury: "Les premières fois".

Pour "dynamiser les initiatives", un réseau national, Reseda (Réseau d'éducation à la santé pour l'écoute et le développement de l'adolescent), animé par le CEP de Florac (Centre d'Expérimentation Pédagogique) a été mis en place.

Entretiens

Charge de mission MILDT : Chargée de mission Jeunesse et sports suivant le dossier du Ministère de l'Agriculture

Coordonnatrice : DGER

Organisateur : ENESAD

Animateur : IUFM de Toulouse

Une participante

Enquête par questionnaire

Liste des participants reçue (27 noms).